

## LES MÉDIAS DANS LA CRISE BURUNDAISE

### « TU TUES LE COQ, MAIS TU NE TUES PAS CE QU'IL A CHANTÉ »

*par Marie-Soleil Frère et Anke Fiedler*

#### Abstract

In May 2015, after a failed military coup attempt in Burundi and in the context of a widely criticized electoral process, five private radio stations and one television station were destroyed by the army and the police, and subsequently forbidden to operate. These stations were the main providers of independent information in the country. These events can be seen as the climax of a growing tension between the regime of President Pierre Nkurunziza and most of the private media outlets. Indeed, the relations between the government and the journalists from the private media have kept deteriorating since the former rebel group and political party (CNDD-FDD) won the post-conflict elections in 2005. This paper addresses the issue of that violent clash, from the perspective of the Burundian audience that has been deprived of access to media outlets which proved to be very popular. The research is based on data collected through 12 focus groups organized in two waves, before and after the 2015 crisis, in the capital city Bujumbura and 7 other locations. The analysis shows how much the audience has been traumatized by the eradication of the local broadcasters and unveils major changes in the people's representations, in a context where Burundians are now used to media pluralism and show great suspicion towards the manipulation of information and strategies both by the media and the political leaders, especially when mobilizing ethnic feelings and identities.

## 1. INTRODUCTION

Le 14 mai 2015, alors qu'une tentative de coup d'État se déroule à Bujumbura dans un contexte de contestation politique contre la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat présidentiel, pourtant interdite par l'Accord d'Arusha, les principales radios privées du Burundi sont attaquées par les forces de l'ordre. La Radio publique africaine (RPA) d'abord, Radio Télévision Renaissance ensuite, Radio Bonesha et Radio Isanganiro enfin sont investies par des hommes en armes qui détruisent le matériel et, dans le cas de la RPA, mettent le feu au bâtiment. Cette destruction fait suite au pillage qui, la veille, a touché une radio privée au service du parti au pouvoir, Rema FM. Les putschistes, accompagnés par des manifestants, avaient en effet mis hors d'état d'émettre l'instrument de diffusion du CNDD-FDD.

Même si les relations entre le pouvoir en place et les médias privés indépendants étaient tendues depuis plusieurs années<sup>1</sup>, la destruction de ces derniers a constitué un choc tant pour les professionnels des médias que pour la population burundaise. De nombreux journalistes, accusés de complicité avec les putschistes, sont entrés dans la clandestinité, avant de trouver refuge à l'étranger, essentiellement au Rwanda (où plus de 80 sont toujours en exil en juin 2016), mais aussi en République démocratique du Congo (RDC), en Tanzanie ou en Europe. Ceux qui ont décidé de rester au pays se sont retrouvés

---

<sup>1</sup> FRERE, M.-S., "Silencing the voice of the voiceless: the destruction of the independent broadcasting sector in Burundi", *African Journalism Studies*, Vol. 37, n° 1, 2016, pp. 137-146.

sans emploi, à l'exception de la rédaction de l'hebdomadaire *Iwacu*, dernier bastion de l'information indépendante. Certains ont entrepris de mettre en place, dans l'urgence, des formules alternatives pour faire circuler l'information via les réseaux sociaux, en particulier à travers le projet SOS Médias Burundi. Ces journalistes travaillent désormais « *la peur au ventre* »<sup>2</sup>, généralement sous couvert de l'anonymat, accédant difficilement au terrain et aux sources d'information. Les journalistes en exil ont également développé leurs médias en ligne, en particulier les émissions *Inzamba* et *Humura Burundi*, avec toutes les difficultés posées par un travail à distance, dans un contexte précaire.

Mais le traumatisme n'a pas affecté seulement une profession: les auditeurs burundais, habitués depuis près de 20 ans au pluralisme des médias, se sont brusquement retrouvés, en l'espace de quelques heures, « *dans l'obscurité* »<sup>3</sup>, n'ayant plus accès qu'aux ondes de la radio nationale, porteuse unilatérale de la voix du gouvernement, et à certaines radios privées pro-gouvernementales (Radio TV Salama, Umuco FM et Star FM) ou ne diffusant pas d'information (Radio Culture, CCIB FM, Radio Ijwi ry'umukenyenzi et plusieurs stations religieuses).

La question qui nous intéresse ici est celle de la réaction de l'auditoire des radios à cette brutale fermeture. Plusieurs auteurs ont souligné l'évolution de l'opinion des populations burundaises ces dernières années: « *Les Burundais eux-mêmes ont changé dans la manière dont ils se rapportent à l'État et aux dirigeants: ils sont plus critiques, plus indépendants et plus exigeants* ».<sup>4</sup> Face à ce constat, le présent article postule que les radios privées, fortement motivées par une volonté de consolider la paix et la démocratie et consommées quotidiennement par plus d'un Burundais sur deux, auraient joué un rôle dans cette transformation, d'où le choc qu'a constitué leur fermeture brutale.

## 2. UN PAYSAGE MÉDIATIQUE ATYPIQUE

Pour comprendre l'ampleur du séisme, il importe de répreciser la place prépondérante occupée par la radio dans le quotidien des Burundais. La radio constitue le premier moyen d'accéder à l'information, puisque, selon une étude réalisée en 2013<sup>5</sup>, 82% des Burundais disposent d'un récepteur radio, alors qu'à peine 29% ont la télévision: 58,5% disent écouter la radio tous les jours, alors que 25,5% seulement regardent quotidiennement la télévision,

<sup>2</sup> Expression utilisée dans plusieurs communiqués par Antoine Kaburahe, directeur de publication du journal *Iwacu*, lui-même convoqué par la justice burundaise et actuellement en exil en Belgique.

<sup>3</sup> Ce sont les termes employés par un des participants des focus groupes analysés dans le cadre du présent article.

<sup>4</sup> UVIN, P., "Structural causes, development co-operation and conflict prevention in Burundi and Rwanda", in *Conflict, Security and Development*, 10: 1, mars 2010, p. 167.

<sup>5</sup> IMMAR, Étude d'auditoire au Burundi, Bujumbura, Institut Panos Grands Lacs, 2013.

3,5% lisent la presse au moins une fois par semaine et 5% accèdent à Internet au moins une fois par semaine.

Le paysage médiatique burundais se démarquait jusqu'en mai 2015 par son caractère pluraliste. Les radios publiques (RTNB, radio scolaire Nderagakura) y côtoyaient des radios privées pro-gouvernementales (Rema FM, Umuco FM à Ngozi, Star FM à Gitega et la RTV Salama), des radios religieuses, communautaires ou associatives (comme radio Ijwi ry'umukenyezi - La Voix de la Femme). Mais sa particularité résidait surtout dans l'existence de radios privées indépendantes apparues dans un contexte de conflit armé et se donnant pour mission de contribuer au retour de la paix et à la réconciliation entre les populations.

Dans une région des Grands Lacs marquée par l'expérience de la RTL (Radiotélévision libre des mille collines) au Rwanda voisin, les initiatives radiophoniques implantées au Burundi, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, avec l'aide de plusieurs partenaires internationaux, visaient à montrer que la radio pouvait non seulement semer la haine et diviser, mais aussi réconcilier les citoyens. Ainsi, à sa création en 1996, Radio Umwize-ro (qui deviendra ensuite Bonesha FM) se donnait pour mission « *de créer et d'entretenir sans discrimination le dialogue avec tous les Burundi, et en particulier la jeunesse* ». <sup>6</sup> La RPA, lancée en 2001, se proclamait quant à elle « *La Voix des Sans Voix* », et Radio Isanganiro, établie l'année suivante, émanation de l'ONG américaine Search for Common Ground et de son projet Studio Ijambo, visait à promouvoir « *des programmes de dialogue, la paix et la réconciliation* » <sup>7</sup>. La Radiotélévision Renaissance, créée en 2003 pour la radio et en 2007 pour la télévision, ambitionnait enfin de « *promouvoir les valeurs démocratiques* ». <sup>8</sup>

Dans un contexte extrêmement polarisé, la première contribution des radios privées a été de donner la parole aux rebelles et de couvrir les efforts réalisés dans la progression vers la paix. <sup>9</sup> Appuyées par des ONG internationales, ces radios burundaises privées ont pu affirmer leur indépendance vis-à-vis du pouvoir politique, bien plus que leurs homologues dans les pays voisins. <sup>10</sup>

<sup>6</sup> MUKURI, M., "Les radios et la crise", in CHRÉTIEN J.-P. et MUKURI M. (eds.), *Burundi, la fracture identitaire. Logiques de violence et certitudes "ethniques"*, Paris, Karthala, 2002, p. 369.

<sup>7</sup> NINDORERA, W., CAPITANT, S., NDARUGIRIRE, T., *Audit des médias par les médias*, Bujumbura, ABR-Bureau de la coopération suisse au Burundi, 2013, p. 67.

<sup>8</sup> NINDORERA, W. et al., *Audit des médias par les médias, op.cit.*, p. 67.

<sup>9</sup> PALMANS, E., *Médias et politique en situation de crise. Le cas du Burundi*, Thèse de doctorat, Université d'Anvers, 2008.

<sup>10</sup> Notre article publié dans l'édition précédente de cet Annuaire soulignait les particularités d'un secteur médiatique burundais économiquement extraverti et, dès lors, peu sensible aux velléités d'emprise du politique : la fermeture brutale des médias est la conséquence de l'impuissance du régime de Pierre Nkurunziza à domestiquer les médias locaux par des moyens de pression plus conventionnels. FRÈRE, M.-S., FIEDLER A., "Liberté de la presse et développement des

Le paysage médiatique burundais s'est en outre démarqué par une solidarité professionnelle presque inédite. À partir de 2005, les principaux médias privés se sont retrouvés au sein d'une *Synergie*, un dispositif de couverture conjointe de l'actualité permettant la réalisation et l'émission de programmes communs<sup>11</sup>. Cette solidarité atypique, initialement mise en place afin de mutualiser les moyens des différents médias lors des premières élections « post-conflit », s'est perpétuée à travers l'organisation régulière de ce type de collaboration, en particulier chaque fois que la liberté de la presse se trouvait menacée. La radio nationale et la radio Rema FM, créée en 2006 et soutenant ouvertement le parti au pouvoir, se sont associées régulièrement à ces Synergies, se démarquant pourtant de leur ligne éditoriale politiquement engagée.

Cependant, depuis 2010, la solidarité professionnelle des journalistes burundais a été mise à mal d'une double manière. D'une part, les radios privées se sont trouvées dans une position ambiguë suite au départ en exil d'une partie de l'opposition politique, après son retrait des élections générales de 2010. Le vide laissé par une opposition aphone aux divisions entretenues par le régime a poussé certaines radios à accentuer leur rôle de contre-pouvoir au détriment d'une mission d'équilibre des points de vue.<sup>12</sup> Le dialogue (prôné par la devise de Radio Isanganiro) a laissé la place au bras de fer, voire à la croisade. La RPA, dont le fondateur s'est engagé en politique dès 2008, a développé un discours de plus en plus critique vis-à-vis des abus du pouvoir et de la mauvaise gouvernance du gouvernement. La création de Rema FM a été perçue comme une tentative du parti au pouvoir de contrer le succès croissant de l'impertinente RPA. Les deux stations, jouissant d'une bonne diffusion à l'intérieur du pays, se sont engagées dans une escalade conflictuelle: Rema FM, connue pour la violence de ses propos vis-à-vis des opposants et de la société civile, a entraîné sa concurrente sur la voie glissante des affirmations sans preuve et des attaques ciblées, au détriment de la déontologie journalistique.

D'autre part, la guerre des ondes entre RPA et Rema FM n'était qu'une des manifestations de la détérioration des relations entre le gouvernement et les médias privés, qui a connu un coup d'accélérateur en janvier 2015 avec l'arrestation de Bob Rugurika, directeur de la RPA. La radio avait enquêté sur le meurtre de trois sœurs italiennes assassinées en septembre 2014 à Kamenge, et avait recueilli et diffusé le témoignage d'un protagoniste anonyme qui prétendait avoir fait partie du commando ayant procédé à l'exécution des religieuses. Ce témoignage, en décalage avec la version officielle soutenue

---

médias : les cas contrastés du Burundi et du Rwanda", *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2015-2016*, Université d'Anvers.

<sup>11</sup> Sur les Synergie des médias au Burundi, voir FRÈRE, M.-S. *Élections et médias en Afrique centrale. Voie des urnes, voix de la paix*, Paris, Karthala, 2009..

<sup>12</sup> FRÈRE, M.-S., "Silencing the voice of the voiceless...", op. cit.

par la justice burundaise (qui attribuait le triple meurtre à un fou vivant dans le quartier), mettait en cause un certain nombre de personnalités du régime.<sup>13</sup>

L'arrestation de Bob Rugurika a donné lieu à de fortes pressions diplomatiques ainsi qu'à une mobilisation populaire et professionnelle importante qui ont abouti à sa libération un mois plus tard. Cette dernière a donné lieu à des manifestations massives de soutien, les citoyens se pressant par milliers le long de la route entre Muramvya, son lieu de détention, et Bujumbura, ainsi qu'autour de l'immeuble de la radio. Ces manifestations ont été analysées ultérieurement comme le prélude de celles qui, à partir du 26 avril, se sont déployées pour contester le choix du parti CNDD-FDD de soutenir une troisième candidature de Pierre Nkurunziza à la magistrature suprême.<sup>14</sup>

Dès le début de ces manifestations, le large écho qu'en ont fait les radios privées a indisposé le pouvoir, dont la réaction fut immédiate: les émetteurs qui permettaient d'amener leur signal dans les provinces (et qui sont tributaires des équipements de transmission de la radio nationale) ont été coupés, réduisant le périmètre de réception des stations à la seule capitale, Bujumbura. La RPA a été, quant à elle, totalement fermée. Les radios étaient accusées de pousser les jeunes à la contestation, d'encourager les manifestants à l'insurrection, de soutenir outrancièrement la campagne « Halte au 3<sup>ème</sup> mandat » menée par plusieurs regroupements majeurs de la société civile.

L'intolérance du pouvoir vis-à-vis des radios privées a culminé le 14 mai avec la destruction des stations et le départ en exil de plus d'une centaine de journalistes. Cet incident n'est donc pas le résultat d'un coup de colère incontrôlable à la suite du pillage, la veille, de Rema FM: il est le résultat d'un long processus ayant conduit à une incompatibilité totale entre un système politique et un système médiatique, traditionnellement fortement interconnectés<sup>15</sup> dont les évolutions ont été divergentes durant les dix dernières années.<sup>16</sup> Depuis les échéances électorales de 2010, le régime politique a évolué vers un autoritarisme croissant, alors que le secteur des médias se positionnait en espace d'expression libre, donnant la parole à tous ceux (et parfois surtout à ceux) qui ne pouvaient plus être entendus dans les médias publics ou proches du CNDD-FDD.<sup>17</sup>

<sup>13</sup> Voir <http://www.rpa.bi/index.php/2011-08-15-07-10-58/justice/item/1304-la-verite-sur-l-assassinat-des-soeurs-italiennes-de-kamenge-se-fait-toujours-attendre-une-annee-apres-les-faits>

<sup>14</sup> VAN ACKER, T., "Understanding Burundi's predicament", Royal Institute of International Relations, *Africa Policy Brief*, n° 11, Bruxelles, juin 2015.

<sup>15</sup> HALLIN, D., MANCINI O., *Comparing Media Systems. Three models of media and politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

<sup>16</sup> FRÈRE, M.-S., "Silencing the voice of the voiceless...", op. cit.

<sup>17</sup> Ibelema a montré comment la dynamique des relations entre un pouvoir politique autoritaire et un environnement médiatique dynamique et libre débouchait systématiquement sur des situations conflictuelles. Voir IBELEMA, M., POWELL, L., SELF, W. "Press Freedom as a Logistical Notion", *Speech Yearbook*, vol. 38, n° 1, pp. 98-115.

Au sein de cette évolution divergente du régime et des radios privées, comment situer les citoyens, les différents publics des médias? Le présent article tente, sur base d'une enquête qualitative menée en 2015 par le biais de focus groupes, d'identifier la place qu'occupent la radio et, plus largement, l'accès à l'information dans l'ethos citoyen des Burundais. Cette recherche permet de comprendre l'ampleur du choc ressenti par la population suite à la destruction du pluralisme médiatique, mais aussi la façon dont la consommation radiophonique peut avoir contribué à transformer les représentations de la conflictualité au Burundi, dans un contexte où de nombreux acteurs médiatiques ont été créés dans le but explicite de changer les mentalités et les relations entre les communautés.

### 3. CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE DE L'ÉTUDE

La réception médiatique a fait l'objet de peu d'études au Burundi, contrairement au Rwanda voisin où la question de l'impact de la RTLTM sur le déclenchement et l'exécution des violences de masse lors du génocide des Tutsi en 1994 a suscité de nombreuses recherches.<sup>18</sup> Le caractère exceptionnel de ce qui s'est passé au Rwanda (où la radio a indéniablement accompagné la mise en œuvre du génocide), l'inculpation par la justice pénale internationale d'un certain nombre de personnalités impliquées dans les « médias de la haine » rwandais, mais aussi le développement important de la recherche sur le Rwanda (contrastant avec un relatif désintérêt des chercheurs pour le Burundi jusqu'à une date récente) expliquent sans doute partiellement cette différence. L'engouement constaté ne vaut cependant que pour cet épisode spécifique, les recherches portant sur l'état actuel de la réception médiatique au Rwanda n'étant guère avancées.

Au Burundi, les responsables de médias reconnaissent ne disposer que de méthodes artisanales et ponctuelles (nombre d'appels et de SMS lors des émissions participatives, feedback par le biais de « clubs d'auditeurs ») pour tenter de connaître leurs audiences et d'évaluer leurs attentes.<sup>19</sup> Les quelques initiatives plus ambitieuses et structurées pour mieux connaître les publics proviennent des ONG internationales qui opèrent dans le domaine de l'appui aux médias et sont désireuses de vérifier la portée et l'impact de leurs projets.

L'Institut Panos a soutenu la réalisation de deux sondages d'audience par

<sup>18</sup> On peut citer, de manière non exhaustive, CHRÉTIEN, J.-P., *Rwanda. Les médias du génocide*, Paris, Karthala, 1995; THOMPSON, A., *The Media and the Rwanda genocide*, Londres, Pluto Press, 2007; STRAUS, S., "What is the Relationship between Hate Radio and Violence? Rethinking Rwanda's 'Radio Machete' ", *Politics and Society*, vol. 35, n° 4, 2007, pp. 609-637; LI, D. "Echoes of violence: considerations on radio and genocide in Rwanda", *Journal of Genocide Research*, vol. 6, n° 1, 2004, pp. 9-27; KELLOW, C. L., STEEVES, L. H., "The Role of Radio in the Rwanda genocide", *Journal of Communication*, vol. 48, n° 3, 1998, pp 107-128.

<sup>19</sup> NINDORERA *et al.*, *Audit des médias par les médias*, op. cit., pp. 79-80.

la société française IMMAR en 2008 et 2013<sup>20</sup> et d'une étude d'auditoire qualitative régionale portant sur le Burundi, le Rwanda et l'est de la RDC.<sup>21</sup> Parmi leurs principaux résultats, ces études identifiaient la montée en puissance de la RPA, devenue la radio la plus écoutée en 2013 (supplantant la radio nationale jusque-là prédominante), la popularité des émissions participatives et le grand respect dont jouissent les journalistes burundais. L'ONG néerlandaise La Benevolencija a également soutenu la réalisation de plusieurs études portant sur l'impact de ses programmes de réconciliation diffusés sur les ondes des radios au Burundi<sup>22</sup>, ainsi que d'une enquête quantitative et qualitative se focalisant sur la réception des productions diffusées durant la période électorale en 2010.<sup>23</sup> Cette étude indiquait que 40% des électeurs estimaient que les émissions spécialisées de sensibilisation et de couverture électorales soutenues par les partenaires internationaux (dont les fameuses *Synergies*) avaient influencé leur choix au moment du vote. Enfin, Search for Common Ground a régulièrement mené des enquêtes sur les transformations générées par la réception des émissions du Studio Ijambo dans le cadre de l'évaluation interne de ses programmes.<sup>24</sup>

Ces quelques études présentent cependant de nombreuses fragilités méthodologiques dues à l'absence de prise en compte de certaines données cruciales mais indisponibles. Certaines ne prennent pas en compte la variable de l'identité ethnique (pourtant considérée comme dominante dans les grilles de lecture du conflit burundais). D'autres ne corrélaient pas les résultats avec la donnée essentielle que constitue la portée géographique des différents médias. Il est en effet difficile de savoir avec précision quelles radios sont entendues sur quelles collines, de sorte que rien n'indique, dans ces enquêtes, si le fait de ne pas écouter une station est lié à un choix personnel ou à une indisponibilité du signal. En outre, certaines de ces études cherchent avant tout à mesurer

<sup>20</sup> IMMAR, *Étude d'auditoire des médias burundais. Rapport de l'étude qualitative*, Bujumbura, Institut Panos Paris, 2013.

<sup>21</sup> FRÈRE, M.-S., *Étude d'auditoire. Projet Ondes des Grands Lacs. Synthèse des résultats provisoires*, Institut Panos Paris, décembre 2012. Les principales conclusions de cette recherche non publiée sont disponibles dans FRÈRE, M.-S., "Audience perception of radio stations and journalists in the Great Lakes region", in MANO, W., WILLEMS, W., *From audiences to users: everyday media culture in Africa*, Londres, Routledge, 2016.

<sup>22</sup> BILALI, R., VOLLHARDT, J. R. et RARICK, J.R.D., "Assessing the Impact of a Media-based Intervention to Prevent Intergroup Violence and Promote Intergroup Positive Relations in Burundi", *Journal of Community and Applied Social Psychology*, 26, 2016, pp. 221-235. LEVY PALUCK E., GREEN D. P., "Defence, Dissent and Dispute Resolution: An Experimental Intervention Using Mass Media to Change Behavior in Rwanda", *American Political Science Review*, vol. 103, n° 4, 2009, pp. 622-644.

<sup>23</sup> HELBIG DE BALZAC, H., INGELAERE, B., *Rapport de recherche: Médias pour une responsabilité citoyenne: Utilité, efficacité et impact*, Bujumbura/Amsterdam, La Benevolencija-SFCG-UKAid, 2011.

<sup>24</sup> Voir, par exemple, Management Systems International (MSI), *Media Intervention in Peacebuilding in Burundi. The studio Ijambo Experience and Impact*, Washington, USAID, 2001.

l'impact d'un programme spécifique sur l'auditoire, ce qui peut s'avérer périlleux lorsque cette émission est diffusée au cours d'une période assez longue et qu'elle coexiste avec quantité d'autres. Enfin, la comparaison fréquente avec le Rwanda engendre des interprétations qui sont parfois non pertinentes par rapport au contexte burundais.<sup>25</sup>

Dans une situation où certaines données quantitatives nous paraissent impossibles à obtenir et à confirmer, nous avons privilégié, dans le cadre du projet *Infocore*<sup>26</sup>, une méthodologie qualitative, celle du focus groupe, permettant une discussion collective autour des opinions, besoins, attentes, motivations d'un groupe relativement homogène, par rapport à un sujet ciblé.<sup>27</sup> L'avantage de cette méthode est qu'elle permet aux participants de développer leur argumentation personnelle et d'engager un dialogue même sur les sujets les plus sensibles, ce qu'il est impossible d'obtenir avec un questionnaire fermé. Son inconvénient réside dans le fait qu'elle ne peut prétendre à aucune forme de représentativité et que ses résultats ne peuvent être extrapolés à l'ensemble d'une population.

Douze focus groupes étaient prévus initialement dans le cadre de ce projet: 7 ont été réalisés entre janvier et mars 2015. La seconde vague s'est déroulée 7 mois plus tard: entre temps, le bouleversement radical du paysage médiatique a entraîné une situation nouvelle, ce qui a fortement influencé le cours des discussions. La comparaison des données obtenues durant ces deux périodes permet de mettre en évidence la façon dont les publics ont réagi à ce sevrage brutal d'information.

Les focus groupes, qui comptaient 6 ou 7 participants, se sont déroulés à Bujumbura (5), Gatumba (1), Rumonge (1), Bubanza (1), Cibitoke (1), Gitenga (1), Mwaro (1) et Muramvya (1). Les moyens disponibles limités et la dégradation de la situation sécuritaire n'ont pas permis d'intégrer au dispositif des localités plus distantes de la capitale, en particulier celles où le signal des radios est habituellement difficile à capter. Les focus groupes ont concerné un ensemble de 77 participants (31 femmes et 46 hommes), au sein de groupes constitués selon les tranches d'âge, les niveaux d'éducation, généralement « ethniquement » mixtes (à l'exception de trois groupes homogènes composés, pour deux d'entre eux, exclusivement de Hutu, le troisième exclusivement de Tutsi).

<sup>25</sup> Par exemple, BILALI *et al.* analysent la « conscience victimaire inclusive ou compétitive des répondants en se référant systématiquement à la situation rwandaise, alors que les différences sont nombreuses entre les deux situations (Voir, par exemple, UVIN P., "Ethnicity and Power in Burundi and Rwanda", *Comparative Politics*, vol. 31, n° 3, 1999, pp. 253-271.)

<sup>26</sup> Le projet *Infocore* est un projet de recherche collaborative interuniversitaire portant sur le rôle des médias dans les conflits et financé par l'Union européenne (7th European Framework Program). Voir [www.infocore.eu](http://www.infocore.eu).

<sup>27</sup> BARIBEAU, C., "Analyse des données des entretiens de groupe", *Recherches qualitatives*, vol. 28 (1), 2009, pp. 133-148.

En dépit de la sensibilité de la question de l'appartenance ethnique (raison pour laquelle elle a été éludée par les quelques études réalisées jusqu'à présent sur les publics médiatiques), il a semblé important de prendre cette donnée en compte étant donné que notre recherche porte sur le rôle des médias dans un conflit longtemps considéré comme profondément marqué par l'ethnicité.<sup>28</sup>

Les focus groupes se sont déroulés pour la plupart en kirundi et ont été animés par deux chercheurs burundais<sup>29</sup> qui se sont ensuite chargés de littéralement traduire les propos tenus. L'anonymat a été garanti à l'ensemble des participants: aussi, utiliserons-nous ici des initiaux fictifs pour désigner les différents participants, tout en précisant le sexe (h<sup>o</sup> ou f<sup>ê</sup>), l'appartenance ethnique déclarée (H., T.), ainsi que la localité (Buj1, Buj3, Buj6, Buj11, Buj12, Gat, Rum, Bub, Ci, Git, Mw, Mu).<sup>30</sup>

Le guide d'animation des focus groupes prévoyait une dizaine de questions permettant de susciter la discussion autour de trois points essentiels: les habitudes de consommation médiatique et le rôle attendu des médias, le degré de satisfaction vis-à-vis de l'information reçue et, enfin, les cadres interprétatifs du conflit burundais exprimés par les publics à travers leur appréciation des productions médiatiques consommées. Dans l'analyse qui va suivre, nous distinguerons systématiquement les réponses reçues avant et après la destruction des radios privées.

#### 4. USAGE ET RÔLES DES MÉDIAS

Au début de l'année 2015, les habitudes de consommation des participants confirmaient la prépondérance du média radiophonique, mais aussi l'inaccessibilité de certaines radios dans certaines localités: l'écoute des différentes stations était donc tributaire certes d'un choix délibéré, mais aussi de l'accessibilité du signal. La RPA était plébiscitée par tous les groupes<sup>31</sup>, même dans le focus groupe réunissant des militants du CNDD-FDD. « *On ne peut pas se passer de cette radio* », affirmait D. (f<sup>ê</sup>, T, Gat). Un participant de Rumonge expliquait se déplacer sur plusieurs kilomètres pour accéder à une zone où la RPA pouvait être captée: « *On se déplace vers un endroit dans la zone de Gatete à Mutambara pour pouvoir la capter. Généralement, vers 19h, on met de côté tout pour aller suivre les informations sur la RPA. Parce*

<sup>28</sup> DALEY, P., "Ethnicity and political violence in Africa: The challenge of the Burundi state", *Political Geography* 25, 2006, pp. 657-679. UVIN, P., *Life after Violence. A People's Story of Burundi*, Londres, Zed Books, 2009.

<sup>29</sup> Nous adressons nos plus sincères remerciements à Fidèle Sebushahu et Daniella Niteka pour leur collaboration dans la réalisation de cette étude.

<sup>30</sup> Les données sont également en cours d'analyse grâce au logiciel d'analyse qualitative MAXQDA, qui permettra la prise en compte d'autres variables (âge, niveau d'éducation, profession). Notre article présente donc des résultats partiels et préliminaires.

<sup>31</sup> Ceci confirme les données de l'étude réalisée par IMMAR (2013), mais aussi celles de l'étude d'audience qualitative menée par Marie-Soleil Frère en 2012.

*qu'on a réalisé qu'il y a plusieurs nouvelles intéressantes qu'on ne peut pas trouver ailleurs qu'à la RPA. Au fait, c'est dans un coin, il y a quelqu'un qui a un poste de radio, je ne sais pas comment il a bricolé pour pouvoir capter la RPA. Eh bien, on fait le déplacement et s'y retrouvent plusieurs dizaines de gens voire une centaine de personnes »* (M., hô, H., Rum).

Les autres radios citées régulièrement par les auditeurs sont Radio Isanganiro et Radio Bonesha, mais aussi les radios religieuses qui « *enseignent comment vivre en bons chrétiens* » (E., fê, T., Gat). Les participants établissaient une distinction claire entre les radios indépendantes et la RTNB (Radiotélévision du Burundi): cette dernière reste écoutée, car elle permet d'accéder aux informations officielles, mais son positionnement gouvernemental est souligné. Elle était donc considérée comme une voix parmi d'autres dans la polyphonie des radios burundaises.

Un second constat est que le mode de consommation des médias est cumulatif et inclusif, et non sélectif ou exclusif<sup>32</sup>: les participants identifiaient clairement les différences de traitement entre les différentes radios disponibles et estimaient qu'ils ne pouvaient pas se satisfaire d'une seule source: « *j'écoute trois radios par jour pour avoir toutes les informations possibles. Si l'une ou l'autre information n'a pas été traitée sur telle radio, je suis sûr que l'autre radio le fera* » (V., hô, H., Gat). La consommation médiatique rythmait en partie le quotidien des Burundais qui y adaptaient l'organisation de leur journée: par exemple, à 12h30, le journal parlé de la RPA était incontournable et la ritournelle de son jingle résonnait dans toutes les localités où elle était captée.

Les participants placent l'information au centre des rôles joués par les médias: il est attendu de ces derniers qu'ils communiquent une information vérifiée, complète et professionnelle. Plusieurs participants ont insisté sur l'importance de cette mission: « *Si les journalistes ne nous informaient pas, nous serions tout simplement des ignorants sur tout* » (A., fê, T., Buj3). En particulier, la radio est plébiscitée pour sa capacité à dénoncer les dysfonctionnements des institutions publiques et à contribuer à mettre fin à des injustices grâce à son pouvoir de dénonciation. Plusieurs participants ont fourni des exemples de cas où une personne victime d'une violation de ses droits a vu cette injustice réparée après la médiatisation de son cas. Le journalisme est considéré comme un métier noble que la plupart des participants disent qu'ils seraient prêts à pratiquer.

Une particularité des attentes de participants résidait dans le rôle de « voix

<sup>32</sup> La théorie de l'exposition sélective, développée en psychologie sociale, remonte aux années 1950 et repose sur le constat qu'un individu aura tendance à rechercher l'information qui conforte ses convictions et à refouler celles qui entrent en dissonance avec ses points de vue. La consommation médiatique des auditeurs burundais ne conforte de toute évidence pas cette théorie.

des sans voix » des radios: le fait qu'elles donnent la parole aux auditeurs, soit pour dénoncer les injustices dont ils sont victimes, soit pour donner leur avis sur un sujet constituait un élément essentiel de leur popularité. Pour M. (hô, H., Gat), « *Si une personne est en train de subir des injustices de la part des administratifs, elle peut avoir des canaux pour exprimer son désarroi. S'il n'y avait pas de médias, on ne trouverait pas de canal pour communiquer. Certaines radios mettent au grand jour les problèmes des particuliers et il peut arriver qu'il y ait des gens qui vous aident à régler votre affaire. C'est très intéressant parce qu'au final, vous pouvez vous réconcilier avec la personne avec laquelle vous étiez en conflit.* » Le succès incontestable des émissions participatives (dont la RPA était coutumière à travers des programmes très souvent cités comme *Kabizi* et *Abaduserikura*) avait déjà été souligné par les précédentes études.<sup>33</sup> Les radios sont considérées comme des lieux d'échange et de dialogue où des positions divergentes peuvent s'exprimer.

Dans ce contexte polyphonique, les médias internationaux étaient vus comme un complément aux radios locales. Leur consommation restait relativement limitée (en particulier en comparaison avec la situation au Rwanda ou au Congo démocratique voisins où la BBC et RFI occupent des positions importantes), mais les participants reconnaissaient qu'elles pouvaient parfois aborder des sujets absents des médias locaux: « *Il y a même des fois où RFI donne toutes les précisions qu'ici on n'a peut-être pas osé évoquer* » (J., fê, T., Buj3). Plusieurs participants constataient que ces radios avaient un accès plus aisé aux sources politiques et qu'elles disposaient d'une expérience professionnelle et de moyens techniques supérieurs à ceux des médias locaux; leur position leur permet également un équilibre qui n'était pas toujours présent sur les ondes des radios burundaises. « *Il y a des médias proches du pouvoir ou de l'opposition. Certains médias peuvent donner une version et quand ils approchent l'autre partie pour une autre version cette partie peut refuser. Mais avec BBC, on aura plus de chances de décrocher les deux versions. Et moi qui écoute Rema ou RPA et qui n'ai pas eu droit à toutes les versions suite au refus ou aux faux prétextes des sources d'informations, je ne suis pas satisfait. Et pourtant, si tu te tournes vers BBC, tu auras droit à ces différentes versions* » (I., hô, T., Buj3). Cependant le temps d'antenne que les radios internationales consacrent au Burundi reste réduit et elles peuvent, tout comme les médias locaux, être victimes de manipulations de la part de leurs sources ou des partis-pris de leurs correspondants.

Enfin, les réseaux sociaux et la presse écrite étaient considérés comme d'un faible intérêt informatif. L'énorme majorité des participants des focus groupes, en particulier ceux résidant hors de Bujumbura et ceux dont le niveau d'instruction ne dépassait pas le secondaire, disaient ne pas disposer des outils

<sup>33</sup> FRÈRE, M.-S., *Étude d'auditoire...*, op. cit. 2012, et IMMAR, *Étude d'auditoire des médias burundais...*, op. cit., 2013.

techniques permettant d'accéder à Internet, ni des compétences nécessaires. Ils se plaignaient également du coût important pour l'utilisateur, ainsi que du fait que l'essentiel des contenus qui y circulent n'est pas en langue kirundi.<sup>34</sup> « *Ici à Rumonge, il y a peu de gens instruits. Or ces réseaux exigent au moins un certain niveau d'instruction. Un simple cultivateur ne s'en sortirait pas. Il a déjà été évoqué la question d'argent et j'ajoute aussi que les langues utilisées ne facilitent pas les choses. Quand ce sont des langues que les gens de Rumonge ne comprennent pas, ça part comme ça... même si il voit des images, ça ne l'aide en rien* » (M, hô, H., Rum). L'internet est également considéré comme véhiculant des informations peu fiables, des injures et des manipulations. Quant au journal *Iwacu*, le principal journal indépendant du pays, dont le tirage se monte à 2000 exemplaires, il n'a été mentionné qu'à deux reprises dans les focus groupes, l'un de ses deux lecteurs fidèles regrettant la disparition de son édition en kirundi.

Dans ce contexte de consommation radiophonique intense et plurielle, de nombreux participants ont exprimé leur profond désarroi dans les focus groupes organisés après la destruction des radios privées. « *Qu'est-ce qui nous reste ?* » s'interrogeait un participant (S., fê, T., Mw) « *Vivre dans un pays qui n'a pas la radio, c'est comme vivre dans la jungle* » (E., hô, H., Buj12). « *Aujourd'hui, nous sommes comme des petits rats, nous ne sommes plus informés* » (E., hô, H., Buj12). « *C'est comme si nous sommes des aveugles qui ne savent pas où aller* » (M.G., fê, H., Git). La responsabilité du pouvoir politique dans cette fermeture des radios est clairement pointée du doigt et aucun participant des cinq groupes n'a défendu l'idée selon laquelle elles auraient été fermées à juste titre. Pour certains, cette fermeture brutale dénote un mépris du pouvoir pour la population: « *C'est comme si sa mère refusait de donner son sein à un nourrisson alors qu'il en a encore besoin* » (E., hô, H., Buj12).

Dans ce Burundi plongé « *dans l'obscurité* » (J., hô, T., Buj12), les radios internationales sont la première alternative permettant aux participants de continuer à accéder à l'information, en particulier la *Voice of America* (VOA) qui a élargi quelque peu sa tranche matinale en kirundi. Comme à l'époque du monopole étatique sur les médias des années 1980<sup>35</sup>, les auditeurs s'accrochent à ces stations étrangères pour essayer de savoir ce qui se passe chez eux, tout en étant conscients qu'elles ne peuvent pas remplacer les médias locaux. Aujourd'hui, « *les radios internationales nous aident beaucoup. Elles sont notre seul recours (...)* *Si tu n'écoutes pas la VOA, tu ne peux pas avoir d'informati-*

<sup>34</sup> Or, les enquêtes montrent par ailleurs que le kirundi est la langue d'information puisque, dans les enquêtes IMMAR de 2008 et 2013, 95% des enquêtés disent n'écouter la radio que dans cette langue.

<sup>35</sup> Voir VITTIN, T., « L'impact des radios internationales en Afrique noire », in MATTELART, T. (dir.), *La mondialisation des médias contre la censure*, Bruxelles, De Boeck & Larcier, 2002, pp. 81-101.

*on fiable* » (M., hô, H., Git). Ces radios « *essaient de combler le vide... et nous ont soutenus lorsque nous étions sous le choc* » (J., hô, T., Buj12). Toutefois, cette dépendance vis-à-vis des radios internationales étrangères n'est pas sans charrier amertume et frustration auprès de certains: « *C'est honteux d'en être arrivés à mendier l'information auprès des étrangers. Nous devrions écouter une information produite par les Burundais* », s'exclamait D. (hô, H., Git).

Après le 14 mai, la RTNB est restée la seule radio largement accessible et diffusant en continu<sup>36</sup>, les radios internationales n'émettant que quelques heures par jour en kirundi. Alors qu'avant le début de la crise, elle était considérée comme une voix parmi d'autres, utile pour accéder à l'information officielle ou aux communiqués de décès, et écoutée pour contrebalancer le discours des radios privées, la radio nationale suscite désormais des marques explicites de défiance et les auditeurs s'en détournent. Elle émet « *d'une mauvaise façon* » (M., hô, H., Git) et se complait dans « *le pur mensonge* » (P., fê, H., Buj12). « *Il ne se passe pas un jour sans que la radio ne nous dise que le gouvernement est en train de restaurer la paix mais, à notre grande surprise, nous apprenons que les gens meurent chaque jour* » (P., hô, H. Git). « *La radio nationale cache la mort des policiers et des civils alors que les morgues sont remplies* » (J., hô, T., Buj12). Étant désormais seule, la RTNB est jugée de manière beaucoup plus sévère qu'elle ne l'était auparavant. « *Je n'écoute plus les journaux. Ce serait perdre mon temps...* », conclut P. (fê, H., Buj12).

Les deux autres alternatives au « *blackout* » médiatique sont le téléphone (la communication interpersonnelle) et les réseaux sociaux. Les deux suscitent pourtant des commentaires amers. Plusieurs participants reconnaissent qu'ils appellent régulièrement les régions où se sont passés des incidents afin de recouper l'information auprès d'une connaissance, mais ils remarquent que ces sources ne sont pas toujours fiables: « *Le pays est gangréné par la rumeur. On vous dira qu'on a trouvé des armes dans tel quartier, qu'autant de personnes ont été tuées alors que ce n'est pas vrai. Chaque personne veut orienter une information par rapport à ses intérêts ou en faveur du groupe qu'elle a en sympathie* » (J., hô, T., Buj12).

Quant aux réseaux sociaux, s'ils ont été copieusement investis par les anciens acteurs de l'information (que ce soit les journalistes en exil ou ceux restés au pays<sup>37</sup>), ils restent difficilement accessibles. La plupart des partici-

<sup>36</sup> Notre recherche a été effectuée avant la réouverture de deux radios en mars 2016: Rema FM et Radio Isanganiro ont été autorisées à reprendre leurs activités après avoir dû signer un acte d'engagement (qui fait planer sur elles la menace d'une suspension en cas de non-respect des principes professionnels) et sans que la question de la levée des poursuites à l'encontre des journalistes de Radio Isanganiro aujourd'hui en exil et de leur réintégration à la rédaction ne soit abordée.

<sup>37</sup> Les journalistes exilés ont créé deux programmes diffusés via les réseaux sociaux: *Inzamba et Humura Burundi* qui circulent sur Whatsapp et Facebook. Voir VIRCOULON, T., « À l'intérieur de la crise burundaise. Quand Whatsapp remplace la radio », ICG, disponible sur <http://blog>.

pants soulignent qu'ils ne disposent pas de l'équipement requis (téléphone 3G), que les contraintes locales ne leur permettent pas d'accéder à ce service (absence d'électricité ou de réseau suffisamment performant), et surtout que les rumeurs y restent prépondérantes. Plusieurs se disent déstabilisés par l'anonymat qui règne sur le net et qui ne permet pas de juger de la crédibilité de la source: « *Durant cette crise, je considère toute information qui ne vient pas des radios comme une rumeur* », certifie A. (hô, H., Buj12).

Le désarroi est donc général: sans les radios, il n'est plus possible à la population d'exprimer son avis ou ses doléances, de communiquer ses attentes aux autorités, d'accéder à une information crédible et complète. C'est le règne de *radio munwa* (radio-bouche ou radio trottoir) et cela contribue au sentiment d'insécurité: « *Comme il n'y a pas de radios pour rapporter ce qui a été fait, nous avons tendance à nous sentir en insécurité* » (S., fê, T., Mw). Plusieurs participants rappellent les premiers mois des massacres de 1993 où seule la radio nationale émettait, cachant ce qui était en train de se jouer, et s'inquiètent de cette rupture avec le monde extérieur: « *S'il fallait fuir, on ne le saurait pas. Il n'y aurait pas quelqu'un pour dire 'Attention, c'est grave, il faut fuir', parce que les médias sont déjà fermés. C'est comme si nous étions enfermés dans un bocal* » (S., fê, T., Mw). Outre ce sentiment d'enclavement et d'insécurité, les participants estiment qu'ils ne peuvent plus s'exprimer librement. « *Avant que ces radios ne ferment, les Burundais avaient atteint un certain niveau d'épanouissement mais aujourd'hui on remarque qu'ils ont peur de s'exprimer publiquement. Ils ont peur d'être poursuivis* » (V., hô, T., Mw).

## 5. LA QUALITÉ DE L'INFORMATION

Le manque suscité par la disparition des radios privées ne doit pas faire oublier les critiques dont celles-ci étaient l'objet quelques mois plus tôt. Début 2015, les participants étaient nombreux à estimer que « *tout n'est pas blanc comme la neige dans ces médias* » (S., hô, T., Mur).

Les radios se voyaient reprocher plusieurs fautes professionnelles. D'abord, une trop grande focalisation sur la politique et un manque d'intérêt pour les questions culturelles, sociales ou économiques. « *Or, en dehors de la politique, le Burundais vit* », remarquait G. (fê, H., Buj1). Ensuite, le traitement de cette information politique était considéré comme excessivement polarisé. Certains participants estimaient que la RPA était trop sensationnaliste et alarmiste (« *Avec la façon dont l'information est livrée, on peut fuir le pays alors qu'il y a la paix* » remarquait T. –hô, H., Buj1), alors que d'autres soulignaient le caractère tendancieux pro-gouvernemental de Rema FM.

Les deux radios, engagées depuis plusieurs mois dans une véritable

guerre des ondes, proposaient systématiquement des lectures divergentes des faits, et, certains auditeurs se disaient perturbés par cette cacophonie: « *Nous, simples citoyens, nous sommes complètement déroutés, ne sachant pas quelle est la vraie ou fausse version* » (D., fê, H., Bub). « *C'est vraiment déroutant pour un citoyen ordinaire... Ce n'est pas rassurant d'entendre des versions opposées dans les médias* » (D., hô, H., Cib). Un participant résumait le parti-pris des deux parties en distinguant « *des médias qui donnent la vraie version, mais ajoutent un peu de sensationnalisme, tandis que d'autres veulent diluer la véracité de l'information en cachant certains aspects des faits* » (J.P., hô, H., Cib).

Face aux versions contradictoires, le travail d'équilibrage revenait à l'auditeur lui-même. « *C'est en écoutant beaucoup de radios qu'on a la certitude sur une information* », concluait A. (hô, H., Gat). Les participants s'accordaient sur l'impossibilité d'être bien informés par un seul média: « *Si on aime un seul média et qu'on n'écoute rien que celui-là, on va se rendre compte qu'on n'est pas bien informé... mieux vaut écouter autant de médias qu'on peut pour avoir une information complète* » (C., fê, H., Buj6). Non seulement la majorité des participants disaient effectuer ce travail personnel de recoupement, mais plusieurs affirmaient également procéder à leurs propres vérifications. « *Quand c'est traité différemment, je fais mes propres investigations pour savoir ce qui s'est réellement passé* » (M., hô, H. Rum). « *Moi, j'ai pris l'option de vérifier moi-même l'information que je reçois des médias* » (D., hô, T. Cib).

La confiance dans les radios était donc relativement limitée<sup>38</sup> et les problèmes conduisant au caractère « penché » des différents médias étaient clairement identifiés par les participants: les liens entre certains médias et un tuteur politique (le parti CNDD-FDD pour Rema FM, le MSD pour la RPA, le gouvernement pour la RTNB) ou financier (les ONG internationales soutenant les Radios Isanganiro et Bonesha) expliquaient, selon les participants, les orientations divergentes dans la couverture des faits. En particulier pour Rema FM et la RPA, les participants soulignaient que leur parti-pris se reflétait dans leur tendance éditorialisante, les médias ne donnant pas l'information, mais l'opinion qu'il faut avoir sur l'information: « *On veut juger pour nous et nous imposer une information et ne pas nous laisser nous-mêmes l'avalier, la digérer et puis avoir notre propre opinion par rapport à cet événement, parce que le problème c'est que la plupart des médias veulent interpréter pour nous l'information qu'ils nous donnent* » (G., fê, H., Buj1).

Les émissions participatives n'étaient pas épargnées par la critique, les participants disant avoir remarqué que le caractère partisan des radios s'éten-

<sup>38</sup> Il importe de remarquer que les quelques participants lecteurs d'*Iwacu* ont insisté pour signaler que le journal n'était pas concerné par ce problème et qu'il informait de manière complète et équilibrée, de sorte que la lecture d'*Iwacu* permettait à elle seule d'être correctement informé.

dait à ces formats : « *Que ce soit à la Rema ou à la RPA, ils ont tendance à orienter les intervenants dans le sens où ils veulent, en les poussant à dire ce qu'ils veulent et non leur libre pensée. Quand un invité ou intervenant va dans le sens que veut le journaliste, il aura droit à une plus longue durée d'intervention, à une plus grande amabilité, et le journaliste veillera à ce qu'il termine bien sa pensée mais dans le cas contraire, c'est à peine si on ne lui raccroche pas au nez* » (D., hô, T, Cib).

Les critiques formulées par les participants revenaient souvent sur cette absence d'impartialité: la parole donnée systématiquement aux mêmes personnes ressources ; des informations avancées sans preuve, dans la précipitation ; l'utilisation d'un vocabulaire connoté pour désigner certaines situations ; la répercussion de rumeurs (parfois faute de pouvoir accéder à l'information officielle) ; les généralisations abusives (étendant à toute une communauté des griefs envers quelques individus). Très peu de participants attribuaient ces dysfonctionnements au manque de formation des journalistes ou à la carence de moyens matériels et financiers, ni l'un ni l'autre ne pouvant justifier l'absence de neutralité. L'énorme majorité pointait plutôt en direction de pressions et influences extérieures, politiques et économiques. Un participant notait que les médias « *doivent quémander des frais pour exister. Peut-être ceux qui leur donnent des fonds vont leur dire: 'Vous devez travailler sur ceci ou cela.' Là c'est un problème sérieux, lorsque vous n'êtes pas indépendants financièrement, même sur tout ce que vous faites, il est difficile d'être indépendants* » (J, hô, T., Buj1).

À quelques reprises, des participants avancent que certains journalistes orientent l'information en fonction de leur ethnie. Les journalistes burundais font partie intégrante de la société, constate R.-C., « *le journaliste burundais ne tombe pas du ciel. Ce sont des Burundais, et quand ce sont des Burundais, ce sont des Hutu qui ont des sympathies pour ceci ; ce sont des Tutsi qui ont des sympathies pour cela. Ce sont des gens qui ont vécu des crises, qui ont des parentés qui ont vécu des crises. Qui sont nés dans une société qui ne favorise pas cette indépendance d'esprit...* » (hô, T., Buj1). Même si les participants reconnaissent que des progrès ont été réalisés, plusieurs soulignent que les préjugés liés aux appartenances ethniques demeurent: « *Quand un membre de notre communauté commet un manquement, on fait tout pour le justifier et lui trouver des excuses mais quand c'est un autre qui commet une faute, aussi légère soit-elle, on amplifie l'affaire* » (J.P., hô, H., Cib).

Avant la crise, les préoccupations formulées par les participants vis-à-vis de la qualité de l'information se rejoignaient autour de la notion de « vérité », notion qui a suscité le débat dans plusieurs groupes. En effet, les participants étaient souvent d'avis que le conflit burundais se perpétuait à cause d'une carence de vérité. « *Parmi les causes des conflits, c'est que la vérité ne parvient pas à éclater* », déplorait R (hô, H., Buj1). « *On parvient même à mentir à*

*nos enfants sur les événements qui se sont passés et on les conduit dans les préjugés de l'autre; et souvent ce sont des jeunes qui sont embarqués sur base des choses fausses.* » Outre cette transmission intrafamiliale d'une lecture erronée des faits, les gouvernements successifs n'ont jamais pris les mesures nécessaires pour permettre de construire une vision commune de l'histoire du pays. La vérité est donc une notion essentielle, vitale, à la fois pour des raisons politiques, sécuritaires et sociales.<sup>39</sup> Pour R., « *les gens ont soif de la vérité* » (Hô, H., Buj1). « *Dans un pays en conflit, on est toujours à la recherche de la vérité* » (D., hô, T., Buj6). C'est pourquoi il est nécessaire que les journalistes disent la vérité quel qu'en soit le prix: « *Il ne faut pas avoir peur de dire la vérité à cause des risques qui peuvent s'ensuivre. Il faut dire la vérité peu importe ce que ça te coûte* » (A., hô, T. Bub).

Par contre, pour une minorité de participants, la vérité ne doit pas être le seul critère qui pèse dans la décision de transmettre une information: « *Même si elle est vraie, il faut voir si cette information vraie est de nature à promouvoir le bien commun* » (R., hô, H., Buj6). Car une information vraie peut « *construire ou détruire* » (D., hô, H., Buj6). Elle doit également être formulée de manière adéquate: « *Si la vérité est mal dite, elle peut détruire* » (R., hô, H., Buj6). Les radios privées ayant été accusées à de nombreuses reprises de privilégier une information négative sur les actions du gouvernement, l'intérêt de leur posture critique systématique a été discuté dans plusieurs focus groupes, mettant en évidence l'antagonisme qui peut surgir entre « *réconcilier* » et « *dire le vrai* ». Certaines vérités peuvent menacer la concorde sociale, mais parfois « *cette triste vérité finit par sauver les cœurs de beaucoup de gens* » (J., fê, T., Buj3).

Après la crise, le débat se pose en de tous autres termes: les critiques formulées par les participants se sont estompées pour faire place au constat du manque. Le problème pointé par les participants n'est plus celui d'une vérité à géométrie variable, mais celui de l'absence de pluralisme qui ne permet plus d'entendre les versions contradictoires. « *Lorsque les médias sont nombreux, cela nous permet de comparer les informations et de trouver une vraie information. C'est comme au tribunal: les parties au procès doivent se contredire pour connaître la vérité. La pluralité des médias conduit à connaître aussi la vérité* » (S., hô, H., Mur). Le pluralisme est donc la condition préalable à l'émergence de la vérité; il constituerait aussi un facteur favorable à la consolidation de la paix. « *Nous voulons la paix et celle-ci vient de la liberté des médias. Lorsque les médias sont nombreux et travaillent en toute indépendan-*

<sup>39</sup> Les résultats de nos entretiens collectifs semblent contredire ceux de Cyrus Samii qui identifie une prépondérance, parmi ses répondants, des personnes désireuses de "pardonner et oublier" et non de "rechercher la vérité" et de "punir". SAMII, C., "Who wants to forgive and forget? Transitional justice preferences in postwar Burundi", *Journal of Peace Research*, vol. 50, n° 2, 2013, pp. 219-233.

*ce, la paix est dès lors garantie* », s'exclame M. (hô, H., Git).

Les participants se montrent également beaucoup plus conciliants vis-à-vis des prestations des journalistes: ils soulignent que les journalistes sont en exil, loin du terrain, ou travaillent sous la contrainte, avec des difficultés d'accès aux sources. Dans l'accès à l'information, ils sont souvent tributaires d'intermédiaires qui peuvent être partisans ou subir des intimidations. « *Aujourd'hui, il n'y a pas de journalistes qui vont sur terrain pour enquêter. Ils se contentent des informations reçues des diverses gens. Or ceux-ci parlent en fonction de leur appartenance politique ou en fonction de leur niveau d'instruction* », remarque V. (hô, H., Buj11).

La collecte et le traitement de l'information sont aussi marqués par la peur: « *Les journalistes et la population ont peur d'exprimer leurs opinions parce qu'ils craignent des représailles des autorités étatiques et des membres du parti au pouvoir* » (E., fê, T., Buj11).

Si les participants déplorent, quelques mois auparavant, le parti-pris de certains journalistes, ils estiment à présent qu'il est devenu impossible de pratiquer le métier d'une quelconque manière sans risquer sa vie: « *Si tu es objectif, tu es victime de ton objectivité. Si tu es subjectif, tu peux être aussi victime de ta subjectivité... Le journalisme est l'un des prestigieux métiers, mais à l'heure actuelle, mieux vaut être embauché comme aide-maçon à transporter les pierres... Mieux vaut vivre aujourd'hui et mourir demain* » (B., fê, H., Git). La dimension du risque physique qu'encourent les journalistes dans leur pratique quotidienne est devenue prépondérante: « *Être journaliste, c'est côtoyer la mort* » (V., hô, H., Buj11).

Et la responsabilité à la fois du silence médiatique et des contraintes pesant sur les journalistes est imputée sans hésitation (et sans débat) à l'État: « *Notre gouvernement ne veut pas que la population soit au courant de la situation réelle dans les différentes provinces du pays. Si aujourd'hui le gouvernement était de bonne foi, nos radios privées ouvriraient leurs portes sans délai. Mais il ne le veut pas* » (L., hô, T., Mw).

Le gouvernement est sévèrement critiqué pour son attitude vis-à-vis du secteur radiophonique indépendant, le retour à la paix étant tout simplement impossible tant que le pluralisme de l'information n'est pas restauré: « *Tant qu'il y aura la crise au sein des médias, le peuple ne peut pas espérer vivre dans la paix* » (P., hô, T., Mur). Les participants se réfèrent à l'histoire du pays pour argumenter qu'« *il est impossible d'avoir la paix par les armes* » (J., hô, T., Buj12). « *C'est en débattant sur ses problèmes que le Burundi pourrait retrouver la paix* » (E., hô, H., Buj12). La réouverture des médias fermés est donc vue comme une étape préalable incontournable à toute forme de dialogue.

## 6. LA FIN DE LA GRILLE DE LECTURE ETHNIQUE ?

L'unanimité des participants autour de la nécessité de rouvrir les radios et de la priorité du pluralisme par rapport à la qualité de l'information confirme des habitudes d'écoute diversifiées et inclusives, mais ne renseigne pas sur l'impact de ces pratiques sur les opinions, attitudes, voire comportements des usagers. En se focalisant sur un certain nombre d'événements importants dans l'histoire récente du Burundi<sup>40</sup> et en orientant la discussion vers la manière dont les participants en avaient été informés, les focus groupes ont permis de dégager les représentations que les participants se font de la situation conflictuelle dans le pays. La méthodologie qualitative utilisée ne permet pas de mesurer l'influence éventuelle du discours médiatique sur la construction de ces représentations – il ne s'agit pas ici de produire une étude d'impact –, mais elle autorise cependant, étant donné la récurrence de certaines affirmations, à inférer qu'il existe effectivement un lien entre consommation médiatique multiple et évolution des mentalités.

Les résultats de l'analyse préliminaire indiquent que tous les groupes, avant et après le début de la crise actuelle, s'accordent sur le fait que le conflit en cours n'est pas de nature ethnique. « *Nous sommes sortis des suspicions ethniques. Être Hutu ne veut plus rien dire et être Tutsi ne veut plus rien dire aussi.... Il n'y a plus de haine entre les gens d'ethnies différentes.* » (J.B., hô, H., Buj3). Surtout chez les jeunes: « *les nouvelles générations ne semblent pas y attacher une grande importance. J'ai l'impression que les histoires ethniques ne les intéressent pas beaucoup* », souligne A. (fê, T., Bub). L'ethnicité a été instrumentalisée au profit de stratégies visant à prendre ou conserver le pouvoir: « *Quand quelqu'un vise des intérêts, il passe par les ethnies* » (J.-B., hô, H., Buj3). Les participants reconnaissent avoir longtemps vécu en fonction de ces identités exclusives, mais disent les avoir dépassées et disposer désormais d'autres grilles de lecture vis-à-vis du passé et du présent. « *L'ethnie n'était pas un problème en soi et c'est plutôt l'avidité de petits groupes de gens influents indépendamment de leur ethnie ou de leur parti politique qui sont à l'origine des problèmes* » (M., hô, H., Rum).

Les participants expriment certes une souffrance personnelle, car tous ont vécu des éléments douloureux liés à la guerre, mais reconnaissent qu'elle est partagée quelle que soit l'identité ethnique. Aucune compétition victimaire n'a été ébauchée dans les débats, même dans les focus groupes ethniquement homogènes: « *Les Hutu et les Tutsi ont été victimes des Hutu et des Tutsi...* » (J.B., hô, H., Buj3). Et les souffrances qui en résultent, quoique distinctes selon les appartenances, sont en définitive similaires. « *Celui qui n'a pas de*

<sup>40</sup> D'un point de vue méthodologique, nous avons utilisé, pour susciter la discussion, un ensemble de photographies ayant été publiées par les médias burundais ou ayant circulé sur Internet, rappelant une dizaine d'événements situés entre 1993 et 2015.

*blessures corporelles visibles a des blessures morales profondes... Ici donc, il n'y a personne qui n'aurait pas été touché. Celui qui n'a pas perdu sa mère a perdu son frère. Celui qui n'a pas perdu son frère a perdu sa tante... »* (I., hô, T., Buj3). En termes de psychologie sociale, de tels propos semblent indiquer l'évolution d'une conscience victimaire exclusive vers une forme inclusive.<sup>41</sup>

La responsabilité du conflit n'est pas à chercher à l'extérieur: « *Ce sont nous-mêmes qui détruisons notre pays* » (A., hô, H., Buj3). Et plusieurs participants insistent sur l'image négative que ce conflit donne du pays à l'étranger: « *J'ai été à Nairobi, un Kenyan m'a demandé d'où je venais et je lui ai répondu que je suis une Burundaise. Il m'a rétorqué: "Haah, là où les Hutu et les Tutsi se sont entretués !". Pour dire que notre pays est beau en soi, mais que nous l'avons détérioré* » (A., fê, T., Buj3).

Les régimes politiques successifs sont pointés du doigt pour avoir orchestré des violences qui, en définitive, ne servaient que les intérêts privés d'un petit groupe de politiciens. « *C'est toujours la vengeance au Burundi* » (S., hô, H., Mur). « *On prend le pouvoir pour faire quoi ? Est-ce que c'est pour juste remplacer ceux qui étaient là, pour faire les mêmes erreurs, les mêmes gaffes, piller les biens de l'État et tuer pour se venger ?* », interroge C. (fê, H., Buj6). En particulier, il est reproché aux responsables politiques de n'avoir jamais avancé sur la double voie de la justice et de la vérité, nécessaires à la reconstruction, et d'avoir manipulé les populations, en particulier les jeunes, quelle que soit la tendance.

Les participants veulent croire que cette période est révolue et que les temps ont changé. D'une part, parce que la réalité des faits contredit désormais la lecture ethnique de la conflictualité burundaise: « *On exploite plusieurs prétextes pour diviser les gens. Il y a eu un moment où on disait que les Tutsi ont tué les Hutu; par après ce sont les Hutu qui ont tué les Tutsi. Mais est-ce qu'il n'y a pas de Hutu qui tuent d'autres Hutu? Est-ce qu'actuellement les Hutu ne sont pas en train de mourir, tués par un autre Hutu?* » (D., fê, H., Bub). En outre, les participants estiment que cette nouvelle appréhension de la situation leur permet désormais de mieux résister à la manipulation des élites politiques. « *Il y a des signes du temps qui montrent que nos gouvernants ne pourront plus se cacher derrière l'ethnie pour nous tromper et nous dire que les Burundais ne s'aiment pas parce qu'ils sont d'ethnies différentes* » (C., fê, H., Buj6).

La grille de lecture de la conflictualité au Burundi semble donc s'être modifiée dans le sens suggéré par Peter Uvin dans son analyse mentionnée au début de cet article: plus critiques, plus indépendants et plus exigeants, les Burundais sont amenés à relativiser la place des antagonismes ethniques

<sup>41</sup> VOLLHARDT, J. R. et BILALI, R., "The Role of Inclusive and Exclusive Victim Consciousness in Predicting Intergroup Attitudes: Findings from Rwanda, Burundi and DRC", *Political Psychology*, vol. 36, n° 5, 2015, pp. 489-506.

dans les difficultés qu'ils rencontrent au quotidien. Il est difficile de démontrer le poids du travail des médias dans ces transformations des représentations, d'autant qu'ils ne sont pas les seuls moteurs de ces changements. Plusieurs auteurs ont mis en avant l'impact du modèle consociatif établi par l'Accord d'Arusha pour expliquer l'atténuation du facteur identitaire ethnique dans le positionnement politique des Burundais.<sup>42</sup> D'autres ont souligné les nombreuses initiatives menées depuis dix ans avec les populations, la société civile et les autorités publiques, par des ONG soucieuses d'œuvrer à la réconciliation.<sup>43</sup>

Enfin, l'épreuve qu'a constituée le conflit pour l'ensemble des foyers burundais a généré une forme de fatigue et une conviction que la guerre n'apporte en aucun cas une amélioration aux conditions d'existence de chacun. Toutefois, les témoignages recueillis poussent à penser que les médias burundais, biberonnés au « journalisme de paix »<sup>44</sup>, ont très certainement joué un rôle dans cette transformation des mentalités, en particulier celles de la jeunesse urbaine.

Dans ce contexte, les focus groupes organisés en octobre 2015 laissent poindre une inquiétude face à la résurgence des considérations ethniques et des tensions entre les communautés. Ainsi, un participant témoigne: « *Aujourd'hui, la haine ethnique refait surface. Comme je suis taxi-vélo, je circule dans tous les quartiers. Il n'est pas rare d'entendre les gens de Kamenge ou de Kinama vous dire que vous n'êtes pas les bienvenus dans leurs quartiers car vous venez des quartiers contestataires* » (J., hô, T., Buj12).

Les discours virulents appelant à la haine ethnique d'un certain nombre d'autorités sont pointés comme des signes inquiétants. Mais la plupart des participants répètent que « *le peuple burundais a déjà dépassé le stade de l'ethnisme* » (P., fê, H., Buj12) et que le problème réside dans l'intolérance d'un petit groupe au pouvoir. « *Le président de la République est le père de la nation. Il ne peut pas dire qu'il aime tel enfant et hait tel autre. Il doit les considérer tous comme ses propres enfants* » (D., hô, T., Buj11), car « *nous, les petites gens, nous nous entendons parfaitement* » (E., hô, H., Buj12). Si l'inquiétude actuelle est partagée, elle est exprimée plus fortement par les membres de la communauté tutsi, beaucoup plus insécurisée.

## 7. CONCLUSION

Depuis le début de la crise, plusieurs analystes ont souligné le changement des mentalités au Burundi et la manière dont l'identité ethnique, jadis

<sup>42</sup> VANDEGINSTE, S. "Briefing: Burundi's Electoral Crisis: back to power-sharing politics as usual?", *African Affairs*, n°114, 2015, pp. 624-636.

<sup>43</sup> UVIN, P., *Life after Violence...*, op. cit., p. 173; Impunity Watch, *Burundi: La citoyenneté en crise*, Great Lakes Dispatches n° 1, Bujumbura/Utrecht, 2015

<sup>44</sup> Il s'agit d'une approche, promue par de nombreux théoriciens et ONG, qui consiste à amener les journalistes à adopter une approche et un mode de présentation de l'information qui favorisent le rapprochement des parties en conflit plutôt qu'ils ne creusent les antagonismes.

prépondérante, avait laissé la place à une identité citoyenne au-delà des appartenances communautaires.<sup>45</sup> Quoiqu'il soit difficile de démontrer le rôle joué par les radios dans ces changements, la popularité d'un certain nombre de stations ayant placé la réconciliation au cœur de leurs préoccupations, mais aussi les pratiques de consommation multiple de programmes aux options éditoriales divergentes dans le but d'équilibrer les points de vue, ont très certainement contribué à nuancer et relativiser les préjugés et les clivages entre les groupes.

Les radios n'émettent plus, mais les changements auxquels elles ont contribué dans la société demeurent: « *Tu tues le coq, mais tu ne tues pas ce qu'il a chanté* », estimait S. (hô, H., Mu). Sans doute le pouvoir burundais actuel néglige-t-il ce changement. « *Ils auraient voulu que nous restions endormis comme par le passé. Mais ils oublient que le monde évolue* » (D., hô, T., Buj11). Or, ne pas tenir compte de ces évolutions dans le mode de gouvernance, c'est faire preuve d'une forme de myopie qui, tôt ou tard, risque de se faire déborder par ce qu'elle a maintenu, via la répression, hors de son champ de vision.

La présente recherche montre combien le développement du pluralisme radiophonique a bouleversé les modalités d'accès des Burundais à l'information, a aiguisé leur réflexion sur la crédibilité de l'information diffusée par les médias, a affiné leur perception du rôle des journalistes dans la société. L'écoute de la radio constitue une activité qui ponctue la journée de la plupart des Burundais, et ces derniers ont développé une forme de « compétence médiatique » (que les anglophones qualifieraient de « *media literacy* »<sup>46</sup>), démontrée à travers leur capacité à identifier les tendances de chaque média et à prendre du recul vis-à-vis des contenus diffusés.

Dans un contexte polyphonique, chaque radio est considérée comme ayant un rôle à remplir, qu'il s'agisse de réparer les injustices en les dénonçant, de critiquer les dysfonctionnements dans l'exercice de l'autorité publique, de donner de la voix aux sans voix, de soutenir le gouvernement ou défendre les arguments des différents camps politiques. C'est pourquoi, dans un contexte de pénurie, comme celui qui a suivi la fermeture des radios privées, la question de l'accès à une pluralité de voix, s'exprimant dans une langue compréhensible (kirundi), est perçue comme primordiale et l'emporte sur celle de l'équilibre ou de la neutralité.

Cette « compétence médiatique », issue de la confrontation à une pluralité de voix, s'est également construite dans un contexte d'insécurité où l'accès à l'information « vraie » peut être une question de survie et apporte des orientations importantes au citoyen. De cette expérience émerge la conviction que

<sup>45</sup> Impunity Watch, *Burundi: La citoyenneté en crise*, op. cit.

<sup>46</sup> Plusieurs traductions en français ont été proposées pour cette expression, entre autres « alphabétisation médiatique » ou « littéracie médiatique », mais qui ne nous paraissent pas entièrement satisfaisantes.

la vérité n'apparaît que dans un contexte pluraliste et que cette vérité (dont fait partie la reconnaissance du caractère politique et non ethnique de la conflictualité au Burundi) est essentielle pour cheminer vers la paix: d'où le lien affirmé par les participants entre pluralisme et consolidation de la paix, ainsi que leur sentiment que la situation de restriction actuelle de la diversité des sources d'information ne peut être que néfaste pour la stabilité du pays.

Enfin, l'attachement aux médias semble, en général, nettement supérieur à toute forme d'allégeance aux partis et aux personnalités politiques qui font l'objet d'une défiance manifeste. Lors des élections de 2010, une recherche avait pointé que seulement 17% des électeurs étaient des militants du CNDD-FDD, le reste de l'électorat se subdivisant entre militants de l'opposition (6%), indécis (18%) et surtout 51% d'« électeurs casaniers », c'est-à-dire n'ayant aucune forme d'engagement politique autre que le vote.<sup>47</sup>

L'assise actuelle du pouvoir serait donc relativement faible, même si la popularité de Pierre Nkurunziza dans les campagnes est constamment rappelée par la propagande gouvernementale. Mais on peut avoir voté pour Pierre Nkurunziza (par peur, par contrainte, par absence d'alternative ou par conviction), tout en étant un fidèle auditeur de la RPA, pleurant sa disparition. Cela parce que les radios se sont imposées comme « *garde-fou de la démocratie* », au-delà des sympathies politiques : dès lors, tout comme l'électeur casanier peut se lever pour aller glisser son bulletin dans l'urne (car il a foi en la démocratie, même s'il n'a pas confiance en la classe politique qui brigue son suffrage), il peut papillonner de Rema FM à la RPA, en passant par la RTNB et désormais VOA, *Inzamba* ou *Humura*, parce qu'il est convaincu de l'importance du pluralisme de l'information, même si aucun des quelques médias accessibles n'est à la hauteur de ses attentes.

Bruxelles, juin 2016

---

<sup>47</sup> HELBIG DE BALZAC, H., INGELAERE, B. et VANDEGINSTE, S., *Pratiques de vote et pensées politiques des électeurs durant les élections de 2010 au Burundi*, Discussion paper 2011/05, Université d'Anvers, IOB, novembre 2011.

